

Leconews

12 octobre 2015

Zahir Serrai, Expert en Finances, établi à Londres

"L'Algérie risque d'aller à l'endettement extérieur en 2016"



Expert en Finances et Directeur de l'entreprise Serrai d'investissement et de développement, basée à Londres, Zahir Serrai a bien voulu analyser pour nous, à travers de cette interview, les conséquences de la chute des cours du brut sur les fondamentaux de l'économie algérienne. De par sa fonction, il est bien placé pour parler de l'importance de l'acte d'investir dans la situation telle que la nôtre, seul support de substitution à l'importation. Zahir Serrai était également cadre dans l'agence de notation financière, Fitch.

L'Eco : Les fondamentaux de l'économie algérienne virent décidément au rouge, bien que le gouvernement tente, tant bien que mal, de rassurer l'opinion quant à la marge de manœuvre dont il dispose. Les cours semblent s'installer dans les paliers inférieurs de la pyramide des valeurs pour une

longue durée, mettant les finances du pays à rude épreuve. Quelles sont les prévisions auxquelles nous pouvons nous attendre ?

Zahir Serrai : Je crains que d'ici le premier trimestre 2016, l'Algérie retourne à l'endettement extérieur. Le premier prêt que le pays pourrait demander au FMI et autres institutions internationales se situerait entre 10 et 20 milliards de dollars au FMI, au lieu de récupérer les 9 milliards de (2001-2014) de dollars que l'état algérien avait alloué aux pays africains sous forme d'une aide urgente pour développer leurs infrastructures de base, alors que les vraies raisons sont purement politiques. Le cas de l'Ouganda est édifiant. Ce pays a effacé ses dettes grâce au 40 millions de dollars offerts par l'Algérie. Face à la crise, le gouvernement algérien ne possède pas une stratégie claire et adéquate, aux normes internationales actuelles, pour surmonter le choc, tant qu'elle est basée sur les revenus de la rente pétrolière dont le baril est au-dessous de 43 dollars et va chuter encore sur le marché mondial. M. Benkhalfa, Ministre des finances, qui ne cesse de rassurer dans ces multiples déclarations que l'Algérie n'arrivera pas à demander de l'aide financière, va signer lui-même ces demandes de prêt. L'Exécutif doit changer de stratégie car à ce rythme, on risque de se retrouver noyés à nouveau dans un surendettement que le citoyen doit payer pour les erreurs du gouvernement ! Il doit y avoir une crise au sein des institutions, ce qui va provoquer sans doute un endettement urgent auprès du FMI, éventuellement avant 2016 ! A mon avis, le gouvernement doit commencer par une révision immédiate de la stratégie actuelle en matière d'investissement direct et débloquer, par la même, tous les projets hors hydrocarbures afin de bénéficier d'une devise supplémentaire pour couvrir le manque qui existe déjà.

Si le retour à l'endettement extérieur venait à se confirmer au fur et à mesure que les prix du pétrole chutent. Quelle serait la forme que prendra ce retour à l'endettement extérieur ?

Je pense que le gouvernement algérien demandera des prêts au FMI sous forme de projets. Les budgets adoptés par la loi de finance 2015 et la LFC 2015 ne suffisent pas pour achever les grands projets lancés par l'Etat. A cela, s'ajoutent les conséquences négatives de la dévaluation de la monnaie nationale sur le marché interne et la production en général, dont la contribution au PIB ne dépasse pas les 2,09% et non pas 5% tel qu'avancé par M. Sellal. Ces conséquences se sont avérées réelles et se sont répercutées sur le revenu du citoyen, raison pour laquelle le gouvernement a annulé tous les rappels des fonctionnaires à la retraite, en plus de ceux qui sont en fonction. Nous avons raison de critiquer cette dévaluation à l'époque. L'Algérie, comme tout autre pays membre de l'OPEP, est sérieusement affectée par la chute du prix du pétrole, suite à la mauvaise répartition des budgets des institutions nationales. Nous avons comme une spécificité qui nous accompagne depuis très longtemps ; les gouvernements précédents ont été obligés d'avoir recours au FMI ou à la Banque Mondiale lors d'une crise, ou même sans qu'il y ait crise. Ce n'est plus un secret pour personne actuellement que de dire le manque de stratégie à long terme pour un gouvernement dont la majorité de ces cadres ne sont pas habilités à négocier de tels contrats, ni même productifs dans leurs secteurs respectifs.

Quels sont, d'après vous, les facteurs ayant contribué à cette situation de crise dans laquelle sont empêtrés les fondamentaux de l'économie algérienne ?

La coordination des politiques économiques, dont celle de la sphère réelle, monétaires, commerciales, fiscales et douanières n'a jamais été perçue comme un objectif vital. Pour cela, une nouvelle gouvernance est nécessaire pour une lutte efficace contre la corruption. La redynamisation de la coopération économique et financière entre l'Etat algérien et l'union européenne doit changer de cap et se soumettre à un strict contrôle par la Cour des comptes. Il est impératif de trouver également une solution à la récurrente problématique du marché informel car celui-ci pourrait être la base de l'économie du pays.

Autrement dit, j'adhère à l'idée selon laquelle il ne faut pas exclure ces fortunes qui prospèrent dans l'informel, étant donné qu'elles pourraient être un support plus efficace de création de richesses et d'inclusion économique et financière. Il est aussi temps de mettre en exécution un nouveau concept opérationnel de valorisation et de redressement des revenus et des exportations. Ce travail doit être à la charge d'une seule institution qui doit veiller à une meilleure coordination entre les différents ministères et ses administrations. Il est nécessaire enfin de veiller au contrôle strict des deniers publics, dont les revenus des ambassades et consulats. On ne parle jamais de ce sujet, ni même aucun rapport ne se publie par ministère des Affaires étrangères à ce sujet. Pour vous donner une idée sur les revenus, le coût d'un visa algérien varie entre 200 et 250 dollars ici à Londres, sans parler des revenus liés à l'établissement des passeports ordinaires et biométriques, à la carte consulaire et aux timbres fiscaux. C'est un budget supplémentaire que le gouvernement doit surveiller de plus près. Aussi, cela permettrait, par des actions concrètes, de promouvoir des synergies communes pour développer une approche «coopération» qui pourrait être mieux perçue par le partenaire étranger qu'une approche purement commerciale.

Le gouvernement a choisi de faire barrage à la crise en s'attaquant à certaines niches d'importations, le gel de certains projets...etc. Serait-ce la bonne méthode d'après vous?

L'erreur se répète sans cesse et sans que l'on se rende compte ; geler des projets sans se rendre compte que cela pourrait provoquer une polémique diplomatique sur simple requête d'un partenaire est encore plus grave. La convocation de notre ambassadeur à Berlin, en Juillet et Septembre, par le ministère allemand des Affaires étrangères suite à une requête d'un constructeur automobile allemand en est un exemple édifiant.

Le gouvernement Sellal devait s'attabler vers la mi-septembre avec les experts économiques à même de discuter des mesures anticrises appropriées. Quelles sont les pistes de travail que vous recommandez ?

Il est, en premier lieu, recommandé que le gouvernement ait le courage nécessaire à même d'affronter les problèmes en tout état d'esprit, avec responsabilité des cadres et des directeurs d'études au sein des ministères. L'implication des compétences algériennes dans la pratique est une option qui doit être prise au sérieux et non pas par le codex classique (Business over Embassies). Rappelons dans ce sens le cas d'Anadarko et Saipem Ltd. Il est également temps de libérer la bourse d'Alger et l'aider par l'injection de fonds via les entreprises nationales. La chambre nationale de commerce doit s'impliquer dans le développement et la répartition légitime des contrats d'investissements par wilaya et daïra et s'éloigner de la centralisation actuelle au niveau des deux ministères (Finances-Industrie). En Allemagne, à titre d'exemple, sans l'avis de

la chambre de commerce, aucun contrat ne peut être validé par la chancellerie. On ne peut parler des secteurs-clés pour le développement sans évoquer le retour à l'Agriculture qui est l'unique source qui ne change ni de caractère économique ni politique. A mon simple avis, cette option est la plus adéquate pour une stratégie économique 2015-2045 sans recours au FMI ou aux institutions financières internationales.